

La France a pris du retard dans les deeptech et son plan pour le combler reste limité

Après l'annonce du plan de relance la semaine dernière, Emmanuel Macron s'adressera lundi soir aux entreprises du numérique. Il ne faut pas s'attendre à de grandes annonces mais il devrait rappeler ses priorités en matière de deeptech.

Temps de lecture : minute

11 septembre 2020

L'an dernier à la même époque, le président de la République prenait la parole pour annoncer un plan de 5 milliards d'euros destinés à financer les pépites françaises et faire éclore 25 licornes. Si le bilan de cette première année d'exécution, orchestrée essentiellement par les entreprises du secteur de l'assurance, est en cours du côté du cabinet de Cédric O, aucune grande annonce ne semble au programme cette année. *"Le président présentera les grands axes de son plan et rappellera son attachement à un écosystème créateur d'emplois et vecteur d'innovations"*, indique un conseiller proche de l'Élysée. Un sujet figure néanmoins en première ligne pour le gouvernement : les deeptechs, ces entreprises qui travaillent sur les technologies dites de rupture.

Quantique, IA, cloud : les deeptechs à l'honneur

Dans les 7 milliards du plan de relance dédiés au numérique et à la tech, 2,4 milliards seront consacrés à des plans spécifiques sur *des technologies numérique de rupture : le quantique, la cybersécurité, la*

santé numérique..." . Un chiffre qui rappelle celui du plan DeepTech (2,5 milliards) annoncés en janvier 2019 par Bpifrance, visant à "*faire de la France une référence dans l'innovation de rupture*" . Mais si les financements augmentent du côté des institutions publiques, la réalité est plus nuancée du côté des investisseurs·euses et des entrepreneurs·euses.



À lire aussi

#DeepTech : Une opportunité historique pour l'Europe ?

Dans une interview, Régis Saleur, directeur général du fonds Supernova Invest, appelait les investisseurs "*à réinvestir dans les phases d'accélération*". Car contrairement aux software, les deeptechs nécessitent un temps de développement qui n'est pas toujours du goût des business angels ou des VCs "*qui cherchent un rendement rapide*" , estime Emmanuelle Duez, fondatrice de The Boson Project. Que compte faire la France pour changer la donne ?

Appel lancé aux investisseurs étrangers

La *"France est partie un peu en retard"* , reconnaît un proche de l'Élysée. *"Son écosystème est encore en train de se structurer"*. Et c'est vrai que depuis trois ans, une politique d'entrepreneuriat se façonne au sein des centres de recherches comme l'Inria ou le CNRS. Pour le moment, la France compte *"100 créations de startups deeptech par an, un chiffre qui devrait monter à 500 d'ici 2025"* . Mais qui les financera ?

Bpifrance en a fait *"un de ses enjeux prioritaires"* mais l'État ne semble pas avoir de plan précis pour pousser les investisseurs privés à peser dans la balance. La frilosité de ces derniers pourrait laisser la part belle à leurs confrères étrangers, sans doute plus amoureux du risque.

"Le règlement sur le contrôle des investissements (IEF) permet de vérifier les prises de participation" , rappelle un conseiller avant de souligner que ces financements *"restent essentiels pour financer nos startups"* .

Reste à savoir jusqu'où. *"Cela dépend aussi du type d'entreprise concernée, s'il s'agit de données de santé ou d'entertainment"* . Au final, *"la souveraineté de la France se gagnera lorsque nous aurons des licornes"* voire des décacornes.

À condition qu'elles restent en France.